

LIEN SOCIAL

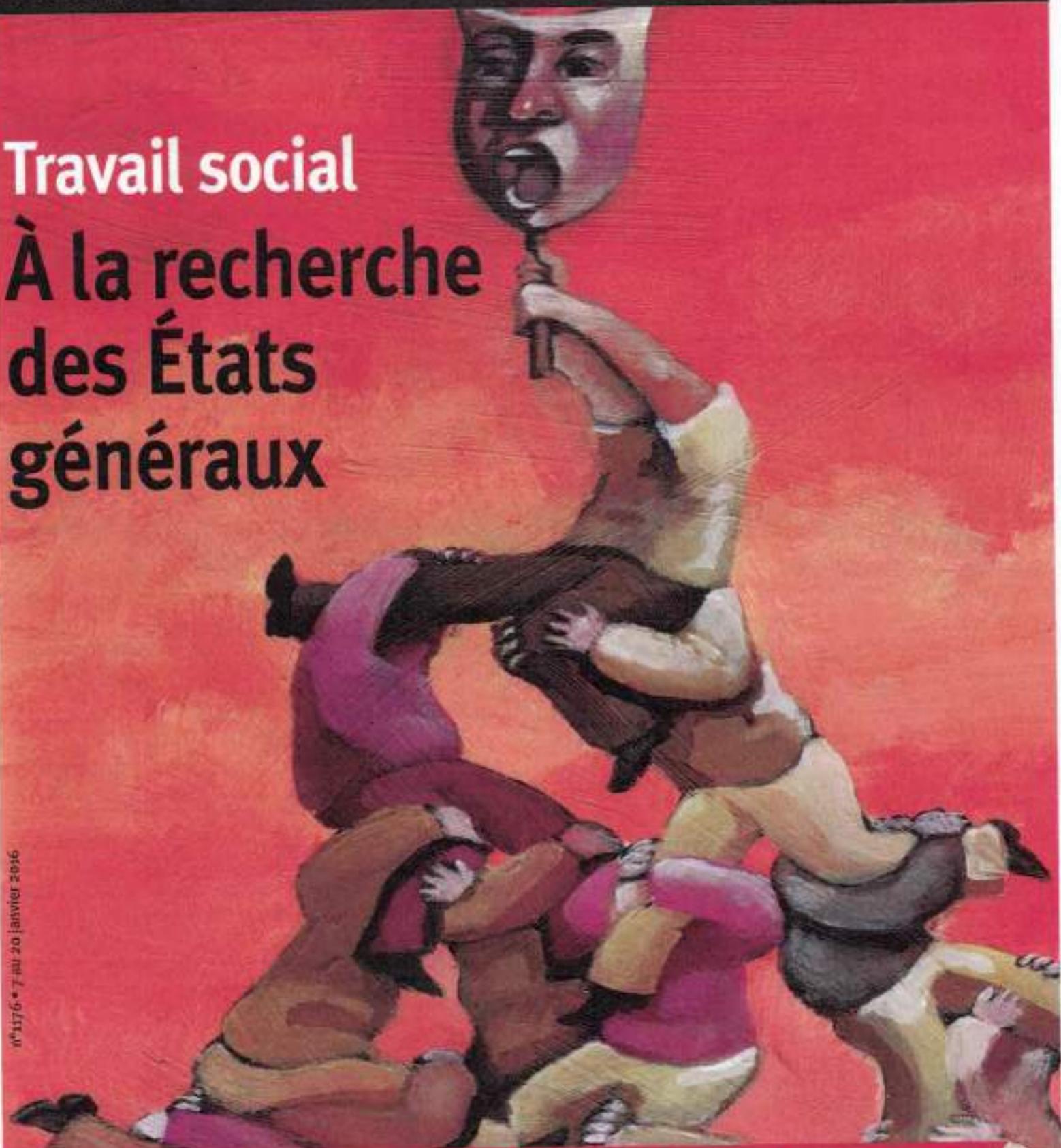
L'actualité sociale autrement

TRANSMISSION
MARIE-JEANNE
BASSOT, UNE AMIE
SINGULIÈRE
p.18

Travail social À la recherche des États généraux

n°1376 • 7 au 30 janvier 2016

CENTRES SOCIAUX EN DANGER **Combien d'Arc-en-Ciel disparaîtront?** p.12



Du handicap mental à l'emploi

À Nantes, l'Esat ⁽¹⁾ hors les murs de l'Adapei 44 insère durablement en entreprise des personnes en situation de handicap mental ou psychique, grâce à l'appui du service d'accompagnement social pour l'emploi (SAccSoE). Un dispositif en phase avec les exigences de la loi handicap du 11 février 2005, en faveur du travail en milieu ordinaire.

La cafetière se vide, les réactions fusent autour de la table. Un groupe très vivant de six adultes en situation de handicap, mental ou psychique, débute une formation de quatre jours à Passerelle pour l'emploi. L'objectif est de les aider faire leurs premiers pas dans ce dispositif de l'Adapei 44, dédié à l'insertion professionnelle en milieu ordinaire. Ce vendredi après-midi, c'est au tour des deux accompagnateurs sociaux de présenter leur rôle, de façon interactive : « C'est quoi pour vous un SAVS ? » Pour le A, les participants hésitent entre adaptation et accompagnement, mais ils ont compris qu'il s'agit d'une aide à la vie sociale. « Ah oui, il faut qu'on se sente bien dans notre peau pour être bien au boulot, car tout s'enchaîne », résume à sa façon Noémie, volubile jeune femme. « Exactement, nous intervenons à l'extérieur du professionnel mais dans l'optique de créer les conditions de réussite de votre projet professionnel, pour qu'il tienne dans le temps », insistent de concert Lionel Mercier et Stéphanie Baudry, les deux chevilles ouvrières du SAccSoE, un service d'accompagnement à la vie sociale (SAVS) pas comme les autres.

Marcher sur ses deux jambes

Passerelle pour l'emploi commence en 1999 par l'expérimentation d'un Esat hors les murs. Des travailleurs handicapés en situation de déficience mentale, issus ou non du milieu protégé, sont mis à disposition d'entreprises locales dans l'optique d'être embauchés à l'issue avec un contrat de droit commun.

Pérennisé, ce dispositif, conçu au départ pour le public historique de l'Adapei, s'ouvre progressivement à des personnes en situation de handicap psychique ou cérébro-lésées. En appui, le SAccSoE est, lui, mis en place dès 2006, soit juste après la création des SAVS par la loi de 2005. « En effet, on s'est très vite rendu compte que la dimension sociale s'invitait de fait dans les démarches professionnelles des candidats. Il fallait lever les freins sociaux pour envisager un accès durable à l'emploi », explique Lyliane Jean, directrice du pôle insertion de l'Adapei 44. Mais il était important de dissocier vie professionnelle et vie sociale et de travailler les deux axes à des moments différents avec des professionnels différents, pour marcher sur ses deux jambes. »

Le SAVS démarre lui aussi de façon expérimentale. Lionel Mercier en est le premier salarié. Pépiniériste de formation, devenu éducateur technique spécialisé et travaillant alors dans un service de logement accompagné de l'Adapei 44, il se lance avec conviction dans sa nouvelle mission, armé d'un ordinateur portable et de sa patience. « Je travaillais beaucoup dans ma voiture, en déplacement dans tout le département auprès de la dizaine de candidats que j'accompagnais. Je me sentais seul mais j'y croyais », se souvient-il. Pourtant le projet est attendu au tournant, car il va à contre-courant du credo défendant une inscription de l'action sociale dans la durée. En effet, l'accompagnement social d'une personne par SAccSoE prévoit une fin programmée à deux ans après la signature d'un CDI, le

« On s'est très vite rendu compte que la dimension sociale s'invitait de fait dans les démarches professionnelles des candidats. »

relais devant ensuite se faire avec les dispositifs de droit commun. Lionel Mercier confie : « Des collègues me disaient : n'y va pas ! Mais j'ai toujours pensé qu'il y a de la place pour toutes les idées, et nous nous sommes battus pour que celle-ci fasse ses preuves. » Les évaluations montrent l'utilité de la démarche : en 2008, le SAVS devient un véritable service financé par le conseil départemental. Stéphanie Baudry, formatrice spécialisée travaillant auparavant dans un SAVS « classique », non limité dans le temps, est embauchée en renfort. Le nombre de personnes suivies double, pour atteindre une vingtaine (sur la cinquantaine en file active dans l'Esat hors les murs) venant de toute la Loire-Atlantique. Certains candidats rebondissent

(1) Établissement et service d'aide par le travail.



Les deux accompagnateurs sociaux (à gauche), Stéphanie Baudry et Lionel Mercier face aux nouveaux candidats, dans une salle de Passerelle pour l'emploi.

vite ou au contraire multiplient les mises à disposition pendant des années avant de trouver chaussure à leur pied. D'autres repartent vers le milieu protégé d'où ils avaient imaginé sortir. Une douzaine de personnes en moyenne entrent chaque année dans une entreprise (en CDI, CDD ou contrat aidé de plus de 6 mois) ou dans une formation par alternance.

À la carte

Sur la même longueur d'onde, le binôme d'accompagnateurs sociaux est désormais installé dans les mêmes locaux que les conseillers en insertion professionnelle de l'Esat hors les murs. « Nos échanges se font dans la complémentarité et la réactivité, les accompagnateurs sociaux prennent le relais pour résoudre les besoins que nous identifions », se félicite Nathalie Fonteneau, conseillère en insertion professionnelle. Notamment confrontée comme ses collègues aux comportements parfois déstabilisants des personnes en situation de handicap psychique, de plus en plus nombreuses parmi les candidats, la professionnelle souligne « l'importance de croiser les regards pour élargir le champ des possibles ». Quand les chargés d'insertion proposent un appui social aux candidats de l'Esat hors les murs, ils sont libres d'adhérer ou non. Une fois engagés par consentement écrit, leur accompagnement social se fait à la carte, de façon individuelle et/ou collective. Côté individuel, via une approche « sur mesure » et « pratico-pratique », lors d'entretiens confidentiels dans les locaux ou à domicile, les accompagnateurs travaillent les priorités repérées: mobilité, papiers,

Le droit à l'expérimentation

Passerelle pour l'emploi est un service d'accompagnement professionnel mis en place par l'Adapei 44. Son but: faire avancer la faible insertion professionnelle en milieu ordinaire des personnes en situation de handicap mental et des personnes handicapées psychiques ou cérébro-lésées. L'initiative commence en 1999 avec la création d'un Esat hors les murs, précurseur en France: en facilitant l'accès ou le retour durable en entreprise, l'Adapei 44 anticipe les orientations en faveur du milieu ordinaire de la loi handicap du 11 février 2005. Puis, en appui à cet Esat hors les murs, l'association crée le service d'accompagnement social pour l'emploi (SAccSoE). Une initiative complétée par un dispositif d'appui professionnel et social des apprentis handicapés (DIAPSAH), dont 90 % des participants obtiennent leur diplôme. S'ajoute enfin l'APIC'S (Agir pour une insertion citoyenne et solidaire), en réponse à un appel à projet de l'agence régionale de santé des Pays-de-la-Loire pour favoriser la transition vers le milieu protégé, ordinaire ou la formation par alternance, des jeunes maintenus en IME sous amendement Creton. À chaque fois tentée localement, l'expérience est évaluée puis pérennisée sous forme de service, notamment grâce à des financements européens. « Nous défendons le droit à l'expérimentation, pour la création de services innovants comme pour les candidats », revendique Lyliane Jean, directrice du Pôle insertion - Passerelle pour l'emploi de l'Adapei 44, régulièrement sollicitée par d'autres structures. A.P.



Activités collectives (de gauche à droite) : voyage « initiative citoyenne » à Paris, sorties dans un parc et dans les marais salants.

PHOTOS DE



logement, budget, santé, mais aussi problèmes relationnels. « Nous sommes là pour vous écouter sur toutes les situations périphériques au travail qui vous mettent en difficulté », explique ainsi Lionel Mercier aux nouveaux candidats. « Pour vous aider à prendre du recul, dédramatiser et trouver des solutions », renchérit Stéphanie Baudry qui, comme son collègue croit aux bienfaits d'une « écoute attentive », assortie de conseils bienveillants. Par exemple, les travailleurs sociaux interviennent régulièrement auprès des personnes suivies, pour des odeurs corporelles gênantes dans les vestiaires, voire des réactions perturbantes pour les professionnels, mettant en péril le contrat de travail. Ils les amènent en douceur à faire des efforts.

Dans le but d'aider les usagers souffrant souvent d'isolement, à trouver leur place dans un groupe et créer des liens, les travailleurs sociaux proposent aussi des activités collectives et conviviales. Ils se mobilisent régulièrement le soir ou le week-end, alliant l'agréable à l'utile, à l'occasion d'un restaurant, d'une sortie dans les marais salants, d'un bowling ou d'une séance cinéma.

Depuis quelques années, deux projets annuels ont aussi été mis en place, toujours sur le principe du volontariat. Les « cafés citoyens » permettent aux personnes de débattre de sujets d'actualité. Mariage pour tous, nucléaire ou euthanasie, « les participants apprennent à exprimer leurs idées et à argumenter, sans être jugés. Cela peut ensuite les aider à participer à des discussions avec leurs collègues de travail », expliquent les accompagnateurs. L'Initiative citoyenne « a, quant à elle, conduit un groupe de candidats à faire toutes les démarches pour organiser un voyage à Paris, avec la visite de l'Assemblée nationale. Pour

2016, ils préparent celle du Parlement européen. Des temps collectifs « qui sont un vrai révélateur des comportements et donc un vrai support pour le travail individuel », selon Stéphanie Baudry. Et « un observatoire qui aide à décoder les personnes et leur mode de fonctionnement et à travailler l'estime de soi », complète son collègue Lionel Mercier.

Des plans à soi

Tristan et Céline (2) font partie des « anciens » candidats, assidus aux activités collectives, et qui ont déjà fait du chemin vers la confiance en soi et l'ouverture.

En novembre dernier, ils étaient d'ailleurs parmi les rares à être venus au Conseil de Vie sociale (CVS) annuel, pour donner leur avis et leurs idées. Le moyen de remobiliser des participants pour les « cafés citoyens », dont la dynamique est retombée, a monopolisé une partie des discussions. « Plusieurs fidèles sont partis en même temps,

ce n'est plus pareil depuis... », déplore Céline. Sur l'Initiative citoyenne plane aussi l'ombre des attentats parisiens de novembre, les participants angoissant à l'idée de prendre le train pour aller jusqu'à Bruxelles. De toute façon, Tristan et Céline annoncent avoir de plus en plus de plans à eux. « SAccSoE m'a servi de déclencheur. Maintenant, je sors plus de chez moi, je participe à des activités de travaux manuels et je vois des anciens de SAccSoE devenus des amis », témoigne Céline, encore un peu inhibée malgré les progrès accomplis pendant les cinq dernières années où elle n'a participé à presque toutes les activités. Tristan, en contrat de professionnalisation dans une entreprise et relativement autonome dans sa vie quotidienne, assure lui que l'échéance programmée de SAccSoE ne l'inquiète pas : « Je suis prêt à me prendre par la

« Nous vous mettons le pied à l'étrier pour que vous puissiez vous projeter ailleurs. »

(2) Le prénom a été changé.



main, y compris pour le relationnel avec lequel j'avais du mal. » « Le but est bien qu'à terme vous puissiez vous passer de nous ! Nous vous mettons le pied à l'étrier pour que vous puissiez vous projeter ailleurs », les encourage Ivan Citeau, chef du service. « Voilà toute l'ambivalence de notre mission : nous créons un service d'accompagnement et en même temps notre job est de leur apprendre à s'en s'affranchir », souffle Lionel Mercier en aparté.

Pas si simple

Retour à la formation des nouveaux candidats, alors que les deux accompagnateurs sociaux les informent que leur intervention a une fin, puisqu'elle vise leur autonomie. « Et après ? Au revoir, bye bye ? », s'inquiète une candidate. « Si, ensuite, vous avez encore des besoins, nous trouverons des relais de droit commun dans votre quartier, comme l'assistante sociale de secteur, le centre médico-psychologique ou le médecin généraliste. Et nous restons également en veille », les rassure Stéphanie Baudry. Dans son for intérieur, l'accompagnatrice sait que l'arrivée de ces nouveaux candidats va l'obliger, avec son collègue, à s'adapter à l'évolution du groupe. Comme toujours, étant donné les entrées et sorties permanentes, combinées à la diversité des profils : « L'animation peut être complexe. Parfois le groupe prend très vite, parfois nous ramone. C'est difficile pour tout le monde de s'y retrouver mais nous écoutons au maximum les attentes. »

Lors de cette nouvelle session de formation, le courant est déjà passé entre les nouveaux arrivants, qui partagent le même enthousiasme communicatif. Les accompagnateurs croient tout de même bon de les prévenir : « Le parcours d'insertion n'est pas si simple ! Même si vous ne pensez pas avoir besoin de nous tout de suite, sachez que nous sommes dans le bureau, juste à côté... »

Armandine Penna

OFFRE SPÉCIALE ÉTUDIANTS DU SECTEUR SOCIAL ET MÉDICO-SOCIAL

MOINS CHER S'IL EST GROUPE,
L'ABONNEMENT INDISPENSABLE
POUR CETTE ANNÉE

JUSQU'À **48%** DE RÉDUCTION



ABONNEMENT INDIVIDUEL

86 € au lieu de 146 €



ABONNEMENTS GROUPE

de 5 à 9 abonnements : 81 €*

à partir de 10 abonnements : 76 €*

Bimensuel national du travail social depuis 27 ans, *Lien Social* vous propose pour vous aider dans vos études, vos travaux de recherche et au-delà dans votre vie professionnelle :



BULLETIN D'ABONNEMENT ÉTUDIANT

Remplir un bulletin d'abonnement par personne.
Envoyer le(s) chèque(s) de règlement et la (les) photocopies
de la carte d'étudiant par courrier à :

Lien Social - 76 rue Garance - 31 670 Labège

Nom :

Prénom :

Adresse :

CP : Ville :

Nombre d'abonnement(s) :

Prix total :